

6. Europe

Nous sommes bien conscients que la France, à elle seule, ne peut solutionner ces situations dramatiques... Notre vieille Europe joue son avenir dans la manière dont elle réagit. Soit elle nourrit l'illusion de pouvoir barrer la route à toutes les misères pour protéger sa relative prospérité, soit elle s'engage courageusement dans des politiques d'accueil. L'accueil serait aussi une illusion s'il ne s'accompagnait pas de véritables programmes de soutien dans les pays d'origine des migrations : économique et politique... Le projet européen ne peut se poursuivre ni se développer sans une véritable adhésion des peuples d'Europe. Cette adhésion suppose de respecter davantage le fait historique et culturel des nations qui composent le continent. Une véritable pratique de la subsidiarité, telle qu'elle est inscrite dans ses textes fondateurs, serait une nouvelle chance pour l'Europe.

7. Écologie

Il y a à peine un an, la tenue en France de la Cop21, nous sensibilisait à notre responsabilité commune envers l'humanité. Le Pape François nous a rappelé gravement cette responsabilité dans l'encyclique *Laudato si*. L'enjeu écologique n'est pas simplement une vision naturaliste du monde, c'est une prise de conscience morale des risques de déséquilibre climatique et économique que court la planète... Nous avons la charge d'un monde qui a ses limites et nous ne pouvons pas l'épuiser comme s'il était sans limites... Devant les défis auxquels notre société est confrontée, le risque principal serait de renoncer à lutter pour l'avenir et de céder à la tentation du fatalisme... Les ressources de notre pays, ressources économiques, humaines, culturelles et spirituelles nous permettent de rejeter ce fatalisme. Elles engagent chacun et chacune à exercer son discernement et sa responsabilité pour le bien de tous. Pour celles et ceux qui ont foi en Dieu et qui vivent dans la communion au Christ, les difficultés que nous rencontrons ne sont pas un appel au renoncement. Au contraire, elles nous acculent à investir toutes nos capacités pour construire une société plus juste et plus respectueuse de chacun. Cela s'appelle l'espérance.

Conseil permanent de la Conférence des Évêques de France :

Mgr Georges PONTIER, *Archevêque de Marseille, président.*

Mgr Pierre-Marie CARRÉ, *Archevêque de Montpellier, vice-président.*

Mgr Pascal DELANNOY, *Évêque de Saint-Denis, vice-président.*

Cardinal André VINGT-TROIS, *Archevêque de Paris.*

Mgr Jean-Claude BOULANGER, *Évêque de Bayeux et Lisieux.*

Mgr François FONLUPT, *Évêque de Rodez.*

Mgr Hubert HERBRETEAU, *Évêque d'Agen.*

Mgr Jean-Paul JAMES, *Évêque de Nantes.*

Mgr Stanislas LALANNE, *Évêque de Pontoise.*

Mgr Benoit RIVIÈRE, *Évêque d'Autun, Chalon et Mâcon.*



CAFÉ-RENCONTRE
Dimanche 23 octobre
à 9h, à Saint-Jorioz

**Le 20 juin dernier, les Évêques de France
ont adressé une lettre à tous les chrétiens intitulée :
« 2017, année électorale : quelques éléments de réflexion »**

Le pape François, en septembre 2013, écrivait :

« Aucun de nous ne peut dire : cela ne me concerne pas, ce sont eux qui gouvernent. Non, moi je suis responsable de leur gouvernement et je dois faire de mon mieux pour qu'ils gouvernent bien, en participant à la politique comme je peux. »

**Nous vous invitons à un Café-rencontre
Dimanche prochain 23 octobre, de 9h à 10h15,
à la salle paroissiale de Saint-Jorioz.**

**Nous réfléchissons sur cette lettre des Évêques,
avec Monique POPIN, de l'association *Unidivers*,
qui a pour objectif de construire et animer un espace de
rencontre et de dialogue des cultures et des religions.**

Les Évêques de France nous invitent à réfléchir aux grands enjeux des élections 2017 et à nous engager chacun et chacune à exercer notre discernement et notre responsabilité pour le bien de tous.

Deux questions peuvent nous aider à préparer cette réflexion :

1.- Pensez-vous que les Évêques sont dans leur rôle en invitant à réfléchir sur 2017 année électorale ? Pour quelles raisons ? En tant que citoyens, les chrétiens dans leurs différents engagements au service du bien commun (partis, élus, associations...) font de la politique. En avons-nous conscience ?

2.- Quel lien faisons-nous entre ce que nous prions et proclamons le dimanche et l'organisation de nos sociétés ? En quoi est-ce que je me sens concerné ? En quoi puis-je agir là où je suis ? (individuellement et/ou collectivement) ? Quelle est ma marge, quelles sont nos marges de manœuvre ?

Les principaux points de la lettre des Évêques

La France va vivre une année électorale importante avec l'élection présidentielle et les élections législatives. À la veille de ce qui doit être un authentique débat démocratique, nous souhaitons appeler nos concitoyens à tenir compte de certains enjeux qui nous paraissent engager notre avenir de façon déterminante. Nous le faisons à la lumière de nos convictions enracinées dans la tradition chrétienne et des textes publiés par le Pape François au cours des années écoulées.

1. Démocratie et société de violence

La pratique démocratique établit des règles de débat qui permettent de confronter des convictions et de choisir pacifiquement entre différents projets de société. Quand la vie démocratique tombe dans le discrédit ou l'impuissance, les intérêts particuliers et les groupes de pression s'habituent à user de leurs moyens de contrainte pour forcer les responsables politiques à satisfaire leurs demandes... Si nous voulons progresser dans les pratiques démocratiques, nous devons promouvoir l'exercice du droit de vote en développant dans la société un véritable débat qui échappe aux postures, aux « petites phrases » et aux ambitions personnelles. Le jeu médiatique focalise l'attention générale sur des conflits de personnes ou des ambitions particulières en négligeant les convictions et les propositions argumentées... Pour favoriser un véritable débat national, la campagne électorale à venir devra éviter les risques de crispations identitaires tout en faisant droit au fait national : nos racines, notre culture, notre patrie avec son histoire, ses responsabilités et ses atouts, la place et l'importance du fait religieux et des religions.

2. Pour un projet de société

Le débat démocratique n'est pas une fin en soi. Il est au service de la confrontation entre des opinions et des projets... Trop souvent les critères mis en avant se limitent à envisager et exprimer les données économiques... L'être humain est plus qu'un élément du processus économique. Les progrès technologiques et économiques doivent être au service du bien de tous... C'est vers une économie du partage que nous devons avancer, vers un partage plus équitable du travail et des fruits du travail. Nous ne pouvons être indifférents à aucune victime de notre société. Nous sommes responsables du respect de toute vie de son commencement à sa fin.

3. Vers un pacte éducatif

Ces progrès de la pratique démocratique vers une vie sociale paisible et plus fraternelle passent, nous le savons tous, par une meilleure qualité de l'éducation des jeunes... Mais surtout elle passe par une confiance à

rétablir entre les familles et l'école... C'est un véritable pacte éducatif qui doit unir les familles et l'école, non une concurrence, moins encore une méfiance... La marginalisation d'un nombre croissant de familles, les mesures qui brouillent la filiation, celles qui favorisent les divorces et l'éclatement des familles sont payées très cher par leurs premières victimes : les enfants... Les liens entre l'éclatement des familles, l'échec scolaire, la marginalisation des jeunes, parfois jusqu'à la délinquance, sont avérés, même si nous ne souhaitons pas le reconnaître. Les travaux du synode des évêques sur la famille, repris par le Pape François dans l'Exhortation Apostolique *La joie de l'amour*, rappellent combien une famille unie est une ressource pour l'avenir et une espérance pour le bien de tous.

4. Solidarité

Une société vivante... repose nécessairement sur la recherche du bien commun et la mise en œuvre de moyens de solidarité efficace. C'est une des grandes responsabilités de l'État d'organiser cette solidarité, surtout dans les périodes de grandes difficultés économiques. Partager dans les périodes d'opulence peut paraître relativement indolore : il ne s'agit que de distribuer le superflu. Dans les périodes de restriction, il s'agit de partager en prenant sur le nécessaire. Dans notre société, l'écart entre ceux qui peuvent compter sur la sécurité et ceux qui sont plongés dans la précarité ne cesse de s'accroître. De plus en plus de nos concitoyens ne peuvent plus bénéficier du droit au travail... La fragilité de l'emploi suscite des crispations de la part de ceux qui jouissent d'un emploi garanti et d'avantages sociaux assurés... Les plus jeunes sont les premières victimes d'un système inégalitaire... L'État doit gérer positivement la tension entre un libéralisme sans contrôle et la sauvegarde des mécanismes de protection sociale (assurance maladie, retraite, chômage, etc.). Cet objectif doit nécessairement ressortir des projets soumis au vote des citoyens.

5. Migrants

Dans une époque où les distances et les frontières s'effacent devant la mondialisation économique et culturelle, notre volonté de solidarité ne peut pas s'enfermer dans le cadre restreint de notre pays. Les événements dramatiques... du Moyen-Orient ou d'Afrique jettent sur les routes et sur la mer des centaines de milliers de réfugiés, véritables naufragés humains. Mais plus largement que l'accueil des réfugiés, nous devons nous interroger sur la manière dont nous traitons des migrants arrivés dans notre pays depuis plusieurs années... La seule recherche de solutions économiques est vouée à l'échec si rien n'est entrepris pour la promotion culturelle, promotion d'une culture enracinée, qui donne ou redonne le sens d'une vie collective nationale.